

Conférence devant l'AX

Thierry de Montbrial

Le 11 juin 2007

Mes chers Camarades,

L'occasion de cette rencontre est donc la parution de mon livre « Il est nécessaire d'espérer pour entreprendre ».

Toute ma vie je me suis intéressé à l'action, ou plus précisément au rapport entre la pensée et l'action, c'est-à-dire entre la démarche intellectuelle et le passage à l'acte. Il peut s'agir de diriger une entreprise. L'Ifri, par exemple, est une entreprise, une PME avec 70 personnes et 5,5 millions d'euros de chiffre d'affaires dont moins de 40 % viennent de l'état, le reste restant à trouver auprès du secteur privé, les fondations, etc. Ce mode de financement mixte est d'ailleurs unique en France et même en Europe. Je me considère donc moi-même comme un patron de PME : c'est une tâche difficile dans la mesure où l'on doit tout faire à la fois.

Plus généralement, je m'intéresse depuis 34 ans aux questions de politique internationale et aux questions économiques, en tant que premier directeur du Centre d'analyse et de prévision du ministère des Affaires étrangères avant de créer l'Ifri, puis à travers mon enseignement à l'Ecole polytechnique. Ces expériences ont nourri un flux continu de réflexions sur les rapports entre la pensée et l'action. Ce livre en est naturellement issu. En l'appelant « Il est nécessaire d'espérer pour entreprendre » j'ai pris le contrepied de la formule prêtée à Guillaume d'Orange parce que je la crois erronée : si l'on n'espère aucun succès dans ce que l'on entreprend, je prétends qu'on ne l'entreprend pas. Il est vrai que certains donnent leur vie pour une cause, mais même ceux là portent un espoir, par exemple que leur mort sera une source d'inspiration pour d'autres. Le fameux Chant des Partisans ne dit pas autre chose, « un camarade tombe et dix autres apparaissent » : la notion d'espérance est là bien présente.

En revanche je souscris à la seconde partie de la phrase de Guillaume d'Orange : « il n'est pas nécessaire de réussir pour persévérer ». A condition cependant que l'espérance existe. Le concept « d'espérance » est l'un des plus beaux qui soit : il se rapporte à notre séjour sur cette terre mais peut aussi être lié à une conception plus vaste de la place de l'homme sur la terre et dans l'univers. Enfin ce livre fait une large place à l'Ecole polytechnique. J'ai eu l'occasion,

lors de son bicentenaire, de faire sous la coupole de l'Institut de France au titre de l'Académie des Sciences morales et politiques, un discours sur les rapports de l'Ecole depuis son origine, avec ce que j'appelle les sciences de l'action liées à l'économie mais également à la stratégie. Ce texte y figure ainsi qu'un long chapitre consacré à Laurent Schwartz que certains d'entre vous ont connu comme professeur ; plusieurs autres textes portent spécifiquement sur notre Ecole à laquelle comme vous tous, je suis particulièrement attaché puisque j'y aurais bientôt consacré quatre décennies sans discontinuer, comme élève et enseignant, maître de conférences puis professeur.

Mon propos sera lié aux rapports entre la pensée et l'action mais abordera également l'avenir de la France et la construction européenne, deux thèmes largement traités dans cet ouvrage. En parlant d'avenir de la France, je me situe à un horizon qui va bien au-delà de la décennie à venir. Je reprends ainsi un texte prononcé sous la coupole en 2001, année où j'ai présidé l'Institut de France, et que j'achevais en citant une phrase de Victor Hugo, peu connue en l'occurrence, laquelle a suscité un certain émoi : « La France a cela d'admirable qu'elle est destinée à mourir » mais, ajoute-t-il, « à mourir comme les dieux par la transfiguration. La France deviendra l'Europe ». C'est l'intuition fondamentale de Victor Hugo. Les poètes ou les romanciers ont des fulgurances que beaucoup de politologues n'ont pas.

Nous avons tendance à considérer quelques siècles comme l'éternité. Ainsi les débats sur l'identité de la France font apparaître que beaucoup de ceux qui se battent sur ce thème tendent à considérer l'Etat-nation comme le point final de l'histoire en général, et de l'histoire de notre pays en particulier. C'est une vision un peu hégélienne, comme l'est d'ailleurs le thème de « la fin de l'histoire » repopularisé par ce philosophe américain au nom qui l'est très peu, Francis Fukuyama. Le thème de la fin de l'histoire est l'idée qu'après la chute de l'Union Soviétique, démocratie et économie de marché devaient triompher partout sur la planète permettant l'émergence d'un Etat en quelque sorte indépassable. Dans cette vision la construction nationale, l'Etat-nation, serait aussi le point final de l'histoire des sociétés humaines. A cet égard j'ai toujours été frappé par une expression que de Gaulle utilisait souvent dans ses discours : il employait le terme d'« univers » pour la terre et il évoquait souvent l'histoire de France comme celle d'une entité figée pour l'éternité. Pour lui, la France était un objet stable, achevé, dans un univers en quelque sorte immuable. Cette vision peut donner lieu à des envolées lyriques, mais ne correspond guère à la réalité de l'histoire. Quelques centaines d'années ne sont rien même dans l'histoire des hommes. En fait l'Etat-

nation tel que nous le connaissons est l'aboutissement - à mon avis temporaire - d'une construction qui a commencé grosso modo à la fin du 15^{ème}, s'est poursuivie au 16^{ème} et plus encore au 17^{ème} siècle, puis s'est achevé au 19^{ème}. Les nationalismes de toutes sortes ont alors dégénéré et se sont embrasés dans les guerres mondiales du 20^{ème} siècle. Faut-il rappeler que la notion de mondialisation¹ est en fait apparue avec les deux grandes guerres du vingtième siècle, conséquences de la dégénérescence du phénomène national ? On doit distinguer entre patriotisme et nationalisme mais ne pas oublier que les nationalismes ont conduit aux pires tragédies de l'histoire par leur ampleur.

La construction de l'Etat nation a été lente et n'est d'ailleurs pas encore achevée partout. Cela n'a rien d'étonnant car ce processus pose la question de l'organisation politique des sociétés humaines dans le but de résoudre des problèmes fondamentaux comme les problèmes d'identité et de sécurité. Sécurité vis-à-vis d'elles-mêmes à l'intérieur et sécurité vis-à-vis de l'extérieur, c'est-à-dire vis-à-vis des agressions de toutes sortes dont elles peuvent faire l'objet. La façon dont les sociétés humaines répondent à ces questions dépend évidemment du stade de développement auquel elles sont arrivées ; les sociétés humaines ne résolvaient pas ces problèmes de la même manière au 8^{ème} ou au 9^{ème} siècle après Jésus Christ ou au 16^{ème} siècle. Par exemple la découverte de l'imprimerie a changé d'une manière fondamentale non seulement les systèmes techniques en général, mais les manières de gouverner les hommes. Si on date la découverte de l'écriture à peu près à 5000 ans avant JC, il est évident qu'elle a changé de manière fondamentale l'ensemble des activités humaines et en particulier la manière dont les sociétés sont gouvernées. Aujourd'hui, avec les industries modernes de l'information, nous vivons la troisième véritable « hyper-révolution » industrielle sur le plan technologique après la découverte de l'écriture et celle de l'imprimerie. Les nouvelles technologies changent la manière dont les hommes se gouvernent et nous ne pouvons donc pas considérer l'Etat-nation comme l'aboutissement des processus d'organisation des sociétés humaines. C'est un point très important.

Voyageant beaucoup, je constate que la manière dont nous Français percevons nos problèmes est très provinciale dans le monde d'aujourd'hui. Si on veut réfléchir à l'évolution de notre planète et à notre place en particulier dans le monde, il est important de nous situer dans l'espace temps politique tel qu'il est et non pas tel que nous avons pu le construire à travers

¹ Avant la seconde guerre mondiale on ne parlait évidemment pas de la première guerre mondiale mais de « la grande guerre » ; c'est après la seconde qu'on s'est mis à parler des deux « guerres mondiales ».

les séquelles des enseignements que nous avons reçus par exemple à l'école, car il en est souvent ainsi. Ainsi, quand le Général de Gaulle parlait de l'Europe de l'Atlantique à l'Oural, j'ai toujours été convaincu qu'en l'occurrence, cette référence à l'Europe de l'Atlantique à l'Oural n'était pas le résultat d'une grande réflexion géopolitique mais simplement une réminiscence de ce qu'il avait appris sur les bancs de l'école. La première fois que j'ai visité ce qui était à l'époque l'Union Soviétique, j'ai constaté que l'Oural ne sépare d'aucune manière. Si l'on considère la Sibérie Occidentale et la Sibérie Orientale, les peuples qui se trouvent de part et d'autre sont les mêmes et la montagne de l'Oural n'est d'aucune manière une barrière infranchissable tout comme le Caucase. Prétendre que la Georgie par exemple est en Europe alors que d'après la division traditionnelle, elle est en Asie, ou que les Ossètes du nord sont européens et les Ossètes du sud asiatiques alors que dans les deux cas il s'agit d'Ossètes de la même ethnie, révèle la confusion dans laquelle on se trouve.

Cela dit, je pense que la construction européenne dont l'origine est en principe, les traités de Rome de 1957 il y a 50 ans, s'inscrit, dans ce gigantesque mouvement historique de refonte des modes d'organisation politique des sociétés humaines. Mais on peut remonter avant les traités de Rome. Par exemple toute la terminologie de la communauté européenne, (pour ma part je suis de ceux qui regrettent qu'on ait abandonné l'expression de Communauté européenne pour celle d'Union européenne), a été en réalité élaborée et formulée dans l'entre-deux guerres. Je citais Victor Hugo. Des visionnaires tels que lui entrevoyaient ce type de configuration dès le 19^{ème} siècle à l'époque des nationalismes aigus et suraigus ; l'idée vient donc de loin.

Ce sont il est vrai, les résultats de la seconde guerre mondiale, la nécessité de la réconciliation franco-allemande, et il faut le souligner, la pression américaine - extrêmement forte pour diverses raisons à ce moment là - qui ont conduit à la mise en marche effective de cette communauté européenne. Rappelons-nous également que le traité de Rome, 1957, est intervenu trois ans après le rejet par la France en 1954, de la Communauté européenne de défense qu'elle avait elle-même proposée, raison pour laquelle l'Union européenne telle que nous la connaissons aujourd'hui a eu tant de difficultés à progresser dans le domaine de la sécurité et de la défense. Il y a en effet une sorte de vice de fabrication à l'origine, une sorte de « péché originel », puisque du fait de l'échec de la CED, les Etats-Unis se sont trouvés dès le départ le grand acteur européen en matière de sécurité et de défense, le traité de

l'Atlantique nord ayant été comme vous le savez signé en 1949 (soit 5 ans avant la Communauté européenne de défense et 8 ans avant le traité de Rome).

Toujours est-il que depuis 50 ans, nous sommes embarqués dans un formidable processus. Ce processus doit à mon sens être interprété comme un laboratoire de fabrication d'une nouvelle sorte d'unité politique. J'appelle unité politique une société humaine, donc un groupe humain structuré, cimenté par une culture commune qui lui donne son sens de l'unité et qui est dirigé par une organisation. Une organisation tournée aussi bien vers l'intérieur pour résoudre les problèmes collectifs de la communauté en question, que vers l'extérieur pour résoudre comme je l'ai dit, les problèmes liés au rapport entre la société en question et ce qui se passe en dehors d'elle. Un Etat est naturellement une unité politique particulière. On peut concevoir ce nouveau type d'unité politique- et c'est là que l'on peut faire le lien avec la révolution des industries de l'information dont je parlais tout à l'heure,- comme une recherche d'efficacité à une plus grande échelle, car nous observons bien que dans le monde tel qu'il se transforme sous nos yeux depuis la Seconde guerre mondiale et avec l'accélération liée à ces nouvelles activités liées à l'information, la plupart des pays européens ne se trouvent pas à l'échelle adéquate pour être efficaces dans le monde, quelles que soient les questions internationales qui se posent. Aucun pays européen pris isolément n'a l'échelle suffisante pour peser sur les évolutions par exemple au Moyen Orient ou en Asie de l'Est ou sur la gestion des problèmes commerciaux ou monétaires internationaux, - pas même l'Allemagne. Je faisais allusion à la Chine : qu'une simple région chinoise comme le Sichuan, avec une centaine de millions d'habitants se trouve, du point de vue de la démographie, à mi-chemin entre l'Allemagne réunifiée actuelle et la Russie avec ses quelque 144 millions d'habitants, souligne l'importance des problèmes d'échelle.

Cette recherche d'une nouvelle gouvernance, pour employer un terme à la mode mais dont, en réalité, le sens est assez rigoureux, est je crois l'essence du processus de la construction européenne. La grande difficulté, est qu'un tel processus prendra du temps. L'émergence de l'Etat nation lui-même s'est étendue sur au moins trois siècles ; dans le cas de la construction européenne nous n'avons que 50 années derrière nous, ce qui est extrêmement peu. Si l'on considère les choses avec optimisme - ce qui est mon cas - on doit reconnaître que ce que nous avons fait en 50 ans est absolument remarquable. Prenons par exemple l'euro. Après avoir vécu, d'abord au Quai d'Orsay et ensuite à travers mes activités à l'Ifri, presque tous les avatars du système monétaire européen puis de la monnaie unique, l'issue était en réalité

hautement improbable. C'est d'ailleurs une magnifique illustration du thème « Il est nécessaire d'espérer pour entreprendre.. ». Aujourd'hui certains se plaignent que l'euro soit parfois trop faible, parfois trop fort et regrettent le bon vieux franc. Que se passerait-il aujourd'hui dans les pays européens, en particulier en France, si nous avions, outre les soucis d'adaptation économique qui sont les nôtres, à gérer des problèmes de taux de change et des spéculations quotidiennes entre le franc et le mark ou la livre sterling ? L'euro représente donc un progrès majeur, y compris d'ailleurs en termes d'identité.

Il n'en reste pas moins que, selon les deux critères de base déjà cités définissant une unité politique (une culture commune qui donne le sens de l'identité et une organisation commune vis-à-vis de l'intérieur et vis-à-vis de l'extérieur), l'Union européenne telle qu'elle existe aujourd'hui est faible. Si l'on prend l'Etat-France, nous avons en l'occurrence une culture forte – ou plutôt, nous avons une culture forte, aujourd'hui mise à mal pour toutes sortes de raisons, - et une organisation forte en raison de la tradition étatique française, laquelle tout du moins faisait la force de la France et est devenue très largement sa faiblesse par une certaine incapacité d'adaptation. L'Union européenne telle qu'elle existe a une culture commune faible. On trouve quelques signes positifs et cette culture se renforce par le brassage multiple des populations, notamment de jeunes, grâce entre autre à une série de programmes européens très efficaces dans l'enseignement supérieur, mais cette culture est malgré tout encore faible. Quant à l'organisation commune de l'Europe on voit à quel point elle est difficile à mettre en œuvre, l'échec du traité constitutionnel étant un avatar parmi d'autres. Naturellement on assiste à des avancées et à des reculs. Je pense pour ma part que l'échec du traité constitutionnel sera dépassé probablement en 2009, c'est-à-dire que la formule dite du traité simplifié ou modifié va probablement fonctionner à l'horizon de 2009. Mais même un traité qui permettra de reconfigurer les modes d'organisation de l'Union européenne, n'entraînera pas pour autant l'établissement de l'équivalent d'un Etat, et c'est bien ainsi.

En réalité, il faudra probablement encore au moins une cinquantaine d'années pour que nos descendants commencent à avoir une vision claire de ce à quoi ressemble ce nouveau type d'unité politique. Jacques Delors employait un jour l'expression d'« objet politique non identifié » : cette identification ne sera que progressive et ne sera que le résultat d'un processus évolutif avec ses avancées, ses reculs, ses essais, ses erreurs. Nous devons l'accepter. Aujourd'hui si nous ressentons un certain malaise, particulièrement dans un pays comme la France qui a souffert si j'ose dire d'une sur-identification, d'une certaine

interprétation de l'histoire et surtout d'un Etat tentaculaire, c'est parce que nous ne savons plus très bien comment nous situer. Nous sommes déjà très largement engagés dans cette aventure. D'ailleurs si l'Union européenne devait se défaire - ce qui n'est pas tout à fait exclu -, elle ne se déferait pas du jour au lendemain, cela prendrait du temps. Les conséquences géopolitiques catastrophiques d'une déconstruction de l'Europe ne se feraient sentir qu'au bout d'un certain temps et ceux qui subiraient les guerres futures en conséquence de cette destruction, sont nos petits-enfants. Mais le sentiment de malaise existe, et c'est pourquoi je crois que pour se réapproprier une identité, un sens de l'identité, il faut resituer, comme je vous l'ai dit, la construction européenne dans un processus de très longue durée.

Il existe d'ailleurs plusieurs grands laboratoires de refonte des unités politiques dans le monde. L'Union européenne est en fait suivie par de nombreux peuples dans le monde parce que beaucoup de petits Etats dispersés se rendent compte qu'ils n'ont pas la viabilité nécessaire pour survivre en tant que tels. Le degré de succès de notre entreprise intéresse au plus haut point un grand nombre d'entités sur cette planète. A ceux qui pourraient être tentés par une interprétation négative de l'histoire de la construction européenne, je rappellerai que sans la construction européenne, la fin de l'Union Soviétique aurait très vraisemblablement entraîné une guerre générale en Europe. Nous y avons échappé. Nous n'avons pu éviter bien sûr, la décomposition violente de la Yougoslavie. Mais les questions, par exemple, des rapports de la Roumanie et de la Hongrie par rapport à la Transylvanie, celle des minorités hongroises notamment en Yougoslavie et ailleurs, auraient pu dégénérer. De tels phénomènes furent d'ailleurs à l'origine de la première guerre mondiale. Sur le plan de la sécurité, la construction européenne a donc déjà eu des effets extrêmement positifs, observés de près dans le reste du monde. Nous sommes de ce point de vue là un point de mire. Mais, il y a d'autres laboratoires. La Chine et l'Inde par exemple. Certes, leur problème n'est pas de se transformer sur le plan identitaire en tant qu'Etats, mais de transformer d'une façon extrêmement profonde leur mode d'organisation politique, ce que j'appelais tout à l'heure leur gouvernance, pour pouvoir assurer leur développement dans les décennies qui viennent. C'est l'extraordinaire défi de la démocratie en Chine par exemple, un gigantesque défi auquel elle fait face contrairement à ce qu'on lit ou entend souvent sous la plume de commentateurs souvent marqués par l'idéologie occidentale ; c'est également de toute autre manière la situation de l'Inde, puisque l'Inde en tant qu'Etat est une des constructions les plus improbables qui puissent exister pour toutes sortes de raisons.

Avant de terminer, quelques mots sur la France. Quel est le véritable problème de la France ? C'est notre difficulté à nous adapter, car ces transformations incessantes dont le rythme s'est accéléré au cours des dernières décennies, impliquent des capacités d'adaptation, et ceux qui gagnent sont ceux qui s'adaptent le mieux. Ce qui est fascinant en Chine et même en Inde, mais particulièrement en Chine, c'est l'incroyable capacité d'adaptation de ce peuple. J'y vais à peu près deux fois par an depuis longtemps, et de 6 mois en 6 mois ces transformations s'apprécient, quasiment à l'oeil nu. Mais, la Russie elle-même donne à réfléchir : si l'on pense à l'histoire de la Russie, à ce qu'était l'Union Soviétique, à la désorientation des dirigeants d'entreprises au lendemain de la chute de l'Union Soviétique où par exemple, les notions les plus élémentaires de la comptabilité étaient totalement ignorées, où celle d'amortissement était incompréhensible pour un Soviétique, le chemin parcouru en un peu plus de 15 ans, est absolument remarquable. Toutes sortes de peuples sur la planète ont montré et montrent des capacités d'adaptation phénoménales. Et nous ? Ce genre de thème a été au cœur de la dernière campagne présidentielle. Je ne suis pas un idéologue, ni membre d'aucun parti politique et je n'ai jamais fait de politique au sens habituel du terme. Les positions partisans me sont étrangères, mais je suis affligé par l'archaïsme incroyable de la pensée politique française courante, et il est vrai que de ce point de vue la dernière campagne électorale a marqué une rupture. L'avenir dira ce que Nicolas Sarkozy fera des pouvoirs étendus qui seront les siens dans les 5 prochaines années, s'il sera capable de mener effectivement ces fameuses réformes dont la France a un besoin criant après des années d'immobilisme ou même de mouvement dans la direction opposée à celle qui était nécessaire.

Le point clé n'est pas de savoir si la France va mourir - pour revenir à Victor Hugo -, mais si je puis dire, si elle va mourir négativement ou positivement car je crois qu'il y a une façon négative et une façon positive de mourir. La France est de toute façon vouée à se transformer, son avenir est dans l'Europe et je pense que le véritable destin de la France aujourd'hui est d'être un des éléments moteurs de cette construction européenne encore inachevée. Mais pour que la France puisse jouer ce rôle moteur il faut qu'elle s'adapte au monde moderne, par exemple qu'elle reconfigure complètement son Etat et la façon dont les activités régaliennes s'expriment, que les mentalités s'adaptent en ce qui concerne l'économie, que l'entrepreneur ne soit pas toujours considéré comme un rapace qui va dévorer les malheureuses brebis qui constituent le peuple français etc. Quelques progrès ont été faits mais ils sont encore tout à fait insuffisants dans ce domaine. Mais la France ne peut être un élément moteur dans cette construction européenne que si elle met en œuvre les fameuses réformes dont à présent tout le

monde devrait connaître la nécessité. Il y a un consensus au sein d'une partie des élites sur la nature des réformes nécessaires. Au bout du compte l'équation est simple : ou bien nous sommes capables de nous adapter et nous serons effectivement cet élément moteur que l'on attend - il y a toujours une très grande attente de la France dans le reste de l'Europe et même dans le reste du monde ; ou nous continuons à patauger dans nos archaïsmes passés fondés sur une saga politique inadaptée au temps moderne. Je suis encore stupéfait de l'importance résiduelle des idées marxistes par exemple en France. En tout cas ni en Russie, ni en Chine, on ne saurait faire l'éloge du marxisme. Il n'y a qu'en France que l'on puisse imaginer qu'un homme comme Bourdieu soit reconnu comme l'un des grands esprits de notre époque. Il faut que nous nous débarrassions de ces travers pour jouer véritablement le rôle que nous pouvons cependant encore jouer. Il est nécessaire d'espérer pour entreprendre et je pense qu'il ne faut jamais se décourager, en particulier quand on expose des idées qui ne sont pas nécessairement populaires. Des efforts beaucoup plus grands doivent être faits pour trouver les formes d'expression susceptibles de convaincre, car dans les problèmes de communication, l'expression est cruciale.

Je vous propose de m'arrêter là et de passer aux questions. Je vous remercie.